

Commune de SAINT-MELOIR DES ONDES

DEPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 07 AVRIL 2014 à 20 Heures

Présents : Monsieur **BERNARD René**, Maire – Mesdames **CASU Odile**, **DUFAIX Marylène**, **CHAMBIOT-PONCET Soizick** Maires-Adjointes, Mrs **BOULEUC Yves**, **LABBE René**, **DUVAL Yvonnick**, Maires-Adjoints – Mmes **BRÉVAULT Chantal**, **ENEL-REHEL Rozenn**, **LE SCORNET Sylvie** (*arrivée en cours de séance*), **LEPAIGNEUL Virginie**, **MALOIZEL Madeleine**, **MAZEAU Laurence**, **MÉNARD Patricia**, **PERRIGAULT Chantal**, **THOMAS Huguette**, Conseillères Municipales, Mrs **COURDENT Stéphane**, **GIZARD Rémy**, **JENOUVRIER Stéphane**, de la **PORTBARRÉ Dominique**, **LEMONNIER Philippe**, **LESAGE Samuel**, **LESNÉ Loïc**, **PLIHON Sébastien**, **SIGURET Jérôme**, **VUILLAUME Michel** Conseillers Municipaux.

Absents excusés : Madame **LE SCORNET Sylvie**, Conseillère Municipale, donne pouvoir à Monsieur **BERNARD René**, Maire. Madame **VILLENEUVE Catherine**, Conseillère Municipale, a donné pouvoir à Madame **BRÉVAULT Chantal**, Conseillère Municipale

Absent : Néant

Secrétaire de séance : Monsieur **JENOUVRIER Stéphane**, Conseiller Municipal.

Procès-verbal de la séance du 30 Mars 2014 : Aucune observation n'étant formulée, le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 30 Mars 2014 est adopté à l'unanimité.

Affaires Générales

2014.036 – Composition des commissions municipales

Monsieur René BERNARD, Maire, indique que l'article L 2121.22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) permet au conseil municipal de constituer des commissions d'instruction composées exclusivement de conseillers municipaux. Ces commissions municipales peuvent être formées au cours de chaque séance du conseil municipal ou avoir un caractère permanent, et dans ce dernier cas, elles sont constituées dès le début du mandat du conseil.

Les commissions municipales sont des lieux de préparation, de réflexion et de proposition. Elles doivent couvrir l'ensemble des domaines d'activités du Conseil Municipal.

Il propose à l'assemblée de constituer les commissions suivantes :

- . Finances
- . Personnel
- . Affaires scolaires, enfance et jeunesse
- . Voirie, assainissement, aménagement urbain
- . Autorisations d'urbanisme
- . Plan Local d'Urbanisme (PLU)
- . Vivre à Saint-Méloir des Ondes (*vie associative, sport et animation*)
- . Bâtiments communaux et cimetière
- . Communication
- . Fleurissement
- . Economie, Tourisme

Entendu l'exposé ci-dessus,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

APPROUVE la création des commissions municipales ci-dessus précitées.

APPROUVE la constitution des commissions municipales, comme suit :

Finances

- . M. René BERNARD, Maire
- . Mme Odile CASU, Adjointe
- . M. Yves BOULEUC, Adjoint
- . Mme Marylène DUFAIX, Adjointe
- . M. René LABBÉ, Adjoint
- . Mme Soizick CHAMIOT-PONCET, Adjointe
- . M. Yvonnick DUVAL, Adjoint
- . M. Sébastien PLIHON, Conseiller Municipal
- . M. Michel VUILLAUME, Conseiller Municipal
- . Mme Huguette THOMAS, Conseillère Municipale

Personnel

- . M. René BERNARD, Maire
- . Mme Odile CASU, Adjointe
- . M. Yves BOULEUC, Adjoint
- . Mme Marylène DUFAIX, Adjointe
- . M. René LABBÉ, Adjoint
- . Mme Soizick CHAMIOT-PONCET, Adjointe
- . M. Yvonnick DUVAL, Adjoint
- . Mme Rozenn ENEL-REHEL, Conseillère Municipale
- . Mme Sylvie LE SCORNET, Conseillère Municipale

Affaires Scolaires- Jeunesse-Enfance

- . M. René BERNARD, Maire
- . Mme Marylène DUFAIX, Adjointe
- . M. René LABBÉ, Adjoint
- . Mme Laurence MAZEAU, Conseillère Municipale
- . Mme Chantal PERRIGAULT, Conseillère Municipale
- . M. Jérôme SIGURET, Conseiller Municipal
- . Mme Patricia MÉNARD, Conseillère Municipale
- . Mme Sylvie LE SCORNET, Conseillère Municipale

Voirie, Assainissement, Aménagement urbain

- . M. René BERNARD, Maire
- . M. René LABBÉ, Adjoint
- . M. Rémy GIZARD, Conseiller Municipal
- . M. Loïc LESNÉ, Conseiller Municipal
- . Mme Chantal BRÉVAULT, Conseillère Municipale
- . Mme Catherine VILLENEUVE, Conseillère Municipale
- . M. Philippe LEMONNIER, Conseiller Municipal
- . M. Samuel LESAGE, Conseiller Municipal

Autorisations urbanisme

- . M. René BERNARD, Maire
- . M. René LABBÉ, Adjoint
- . M. Rémy GIZARD, Conseiller Municipal
- . M. Stéphane COURDENT, Conseiller Municipal
- . M. Philippe LEMONNIER, Conseiller Municipal
- . M. Samuel LESAGE, Conseiller Municipal
- . Mme Virginie LEPAIGNEUL, Conseillère Municipale
- . Mme Chantal BRÉVAULT, Conseillère Municipale
- . Mme Chantal PERRIGAULT, Conseillère Municipale

Plan Local d'Urbanisme (PLU)

- . M. René BERNARD, Maire
- . M. René LABBÉ, Adjoint
- . M. Rémy GIZARD, Conseiller Municipal
- . Mme Chantal BRÉVAULT, Conseillère Municipale

Vivre à Saint-Méloir des Ondes (vie associative, sport et animation)

- . M. René BERNARD, Maire
- . Mme Soizick CHAMOT-PONCET, Adjointe
- . M. Yvonnick DUVAL, Adjoint
- . M. Stéphane JENOUVRIER, Conseiller Municipal
- . M. Samuel LESAGE, Conseiller Municipal
- . M. Jérôme SIGURET, Conseiller Municipal
- . M. Loïc LESNÉ, Conseiller Municipal
- . Mme Sylvie LE SCORNET, Conseillère Municipale
- . Mme Catherine VILLENEUVE, Conseillère Municipale
- . Mme Huguette THOMAS, Conseillère Municipale
- . Mme Patricia MÉNARD, Conseillère Municipale
- . M. Sébastien PLIHON, Conseiller Municipal

Bâtiments communaux- Cimetière

- . M. René BERNARD, Maire
- . M. Yvonnick DUVAL, Adjoint
- . Mme Odile CASU, Adjointe
- . M. Dominique de la PORTBARRE, Conseiller Municipal
- . M. Rémy GIZARD, Conseiller Municipal
- . M. Stéphane JENOUVRIER, Conseiller Municipal
- . Mme Catherine VILLENEUVE, Conseillère Municipale

Communication

- . M. René BERNARD, Maire
- . Mme Odile CASU, Adjointe
- . M. Yves BOULEUC, Adjoint
- . M. Dominique de la PORTBARRE, Conseiller Municipal
- . Mme Rozenn ENEL-REHEL, Conseillère Municipale
- . M. Stéphane COURDENT, Conseiller Municipal
- . Mme Catherine VILLENEUVE, Conseillère Municipale

Fleurissement

- . M. René BERNARD, Maire
- . Mme Virginie LEPAIGNEUL, Conseillère Municipale
- . Mme Catherine VILLENEUVE, Conseillère Municipale
- . Mme Huguette THOMAS, Conseillère Municipale
- . Mme Madeleine MALOIZEL, Conseillère Municipale

Economie Tourisme

- . M. René BERNARD, Maire
- . M. Yvonnick DUVAL, Adjoint
- . M. Dominique de la PORTBARRE, Conseiller Municipal
- . Mme Rozenn ENEL-REHEL, Conseillère Municipale
- . Mme Catherine VILLENEUVE, Conseillère Municipale
- . M. Rémy GIZARD, Conseiller Municipal
- . M. Michel VUILLAUME, Conseiller Municipal
- . M. Jérôme SIGURET, Conseiller Municipal
- . M. Stéphane JENOUVRIER, Conseiller Municipal

2014.037 – Constitution d'un comité de pilotage « Temps d'activités périscolaires »

Monsieur René BERNARD, Maire, indique que compte tenu du nouveau mode d'organisation de la semaine scolaire, un comité de pilotage doit être constitué qui aura en charge la mise en place et le suivi des nouveaux temps d'activités périscolaires.

Il propose que cette commission soit composée comme suit :

Le Président (le Maire ou son représentant) - L'adjointe aux affaires scolaires - 4 conseillers municipaux - Mme la Directrice de l'Ecole Publique - M. Le Directeur de l'Ecole Privée St-Joseph - 2 représentants des parents d'élèves de l'école publique - 2 représentants des parents d'élèves de l'école privée

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

COMPOSE comme suit le comité de pilotage qui aura en charge la mise en place et le suivi des nouveaux temps d'activités périscolaires :

- . M. René BERNARD, Maire
- . Mme Marylène DUFAIX, Adjointe aux affaires scolaires
- . Mme Chantal PERRIGAULT, Conseillère Municipale
- . Mme Virginie LEPAIGNEUL, Conseillère Municipale
- . Mme Sylvie LE SCORNET, Conseillère Municipale
- . Mme Laurence MAZEAU, Conseillère Municipale
- . Mme Céline KERMAIDIC, Directrice de l'Ecole Publique
- . M. Gérald LE TILY, Directeur de l'Ecole Privée St-Joseph
- . 2 représentants des parents d'élèves de l'Ecole Publique
- . 2 représentants des parents d'élèves de l'Ecole Privée

2014.038 – Constitution de la commission d'appel d'offres

Monsieur René BERNARD, Maire, indique qu'en application des articles L 2121.22 et L 2121.21 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'article 22 du Code des Marchés Publics, il y a lieu de constituer une commission d'appel d'offres appelée à intervenir dans toutes les procédures de passation formalisées.

La composition de cette commission est fonction de la population de la commune. S'agissant d'une commune de 3500 habitants et plus, cette commission sera constituée de 5 membres titulaires et de 5 membres suppléants sachant que le Maire est président de droit.

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal

VU l'article 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article 22 du Code des Marchés Publics,

Conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- **DÉCIDE** de procéder à la formation d'une commission d'appel d'offres dans les conditions mentionnées ci-dessus,
- **ELIT** Monsieur René BERNARD, **président** de la commission d'appel d'offres,
- **ELIT** en tant que **membres titulaires** de la commission d'appel d'offres :
M. René LABBÉ, Adjoint
Mme Odile CASU, Adjointe
Mme Marylène DUFAIX, Adjointe
Mme Chantal PERRIGAULT, Conseillère Municipale
Mme Huguette THOMAS, Conseillère Municipale
- **ELIT** en tant que **membres suppléants** de la commission d'appel d'offres :
Mme Madeleine MALOIZEL, Conseillère Municipale,
M. Samuel LESAGE, Conseiller Municipal,
M. Yvonnick DUVAL, Adjoint,
M. Rémy GIZARD, Conseiller Municipal,
M. Sébastien PLIHON, Conseiller Municipal,

- **PREND ACTE** qu'il sera pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la commission d'appel d'offres par le suppléant inscrit sur la liste et venant immédiatement après le dernier titulaire élu de ladite liste et que le remplacement du suppléant devenu ainsi titulaire est assuré par le candidat inscrit sur la liste, immédiatement après ce dernier.

2014.039 - Constitution de la commission des marchés à procédure adaptée

Monsieur René BERNARD, Maire, propose de constituer une commission dite « des marchés à procédure adaptée ». Il s'agit d'une instance purement consultative dont la composition est libre, mais qui doit être distincte de celle de la commission d'appel d'offres.

Cette commission sera sollicitée pour avis lors de chaque procédure passée selon le mode adapté.

Il est proposé la composition suivante : le Président (le maire ou son représentant) – 4 membres titulaires – 4 membres suppléants.

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **DÉCIDE** de créer une commission des Marchés à Procédure Adaptée constituée comme suit :

Président : M. René BERNARD, Maire

Membres titulaires

- . M. René LABBE, Adjoint
- . M. Yvonnick DUVAL, Adjoint
- . Mme Soizick CHAMOT POCET, Adjointe
- . M. Philippe LEMONNIER, Conseiller Municipal

Membres suppléants

- . Mme Odile CASU, Adjointe
- . Mme Chantal PERRIGAULT, Conseillère Municipale
- . Mme Patricia MÉNARD, Conseillère Municipale
- . Mme Huguette THOMAS, Conseillère Municipale

- **PREND ACTE** qu'il sera pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la commission par le suppléant inscrit sur la liste et venant immédiatement après le dernier titulaire élu de ladite liste et que le remplacement du suppléant devenu ainsi titulaire est assuré par le candidat inscrit sur la liste, immédiatement après ce dernier.

2014.040 – Constitution du Centre Communal d'Action Sociale

Monsieur René BERNARD, Maire, indique que le Conseil d'Administration du centre communal d'action sociale est un établissement public administratif. Il est présidé par le Maire et comprend, en nombre égal, au maximum :

- 8 membres élus en son sein par le Conseil Municipal
- 8 membres nommés par le Maire parmi des personnes non élues au conseil municipal
(au nombre de ces 8 personnes nommées par le Maire, devront figurer obligatoirement : 1 représentant des associations qui oeuvrent dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre l'exclusion, 1 représentant des associations familiales, 1 représentant des associations de retraités et de personnes âgées et 1 représentant de personnes handicapées)

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal ELIT en son sein les membres suivants pour constituer le centre communal d'action sociale :

- Mme Odile CASU, adjointe
- M. Yvonnick DUVAL, adjoint
- Mme Catherine VILLENEUVE, conseillère municipale
- Mme Madeleine MALOIZEL, conseillère municipale
- Mme Sylvie LE SCORNET, conseillère municipale
- Mme Huguette THOMAS, conseillère municipale
- Mme Virginie LEPAIGNEUL, conseillère municipale
- M. Michel VUILLAUME, conseiller municipal

2014.041 – Election des délégués au S.I.V.O.M. de Cancale

Monsieur le Maire invite l'assemblée à élire en son sein les délégués qui seront appelés à siéger au Comité Syndical du SIVOM de Cancale, lequel comprend les communes de Cancale, Saint-Benoît des Ondes, Saint-Coulomb et Saint-Méloir des Ondes.

Conformément aux statuts du S.I.V.O.M. de Cancale qui prévoit la désignation de 2 délégués titulaires et de 2 délégués pour la commune de Saint-Méloir des Ondes,

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal ELIT les délégués suivants pour siéger au conseil syndical du SIVOM de Cancale :

Délégués titulaires

. M. René BERNARD

. M. Rémy GIZARD

Délégués suppléants

. Mme Sylvie LE SCORNET

. M. Stéphane JENOUVRIER

2014.042 – Election des délégués au S.I.A.J.E. (*Syndicat Intercommunal d'Animation Enfance Jeunesse*)

Monsieur le Maire invite l'assemblée à élire en son sein les délégués qui seront appelés à siéger au Comité Syndical du SIAJE, lequel comprend les communes de Saint-Méloir des Ondes, Hirel et La Fresnais.

Conformément aux statuts du S.I.A.J.E. qui prévoit la désignation de 3 délégués titulaires et de 3 délégués pour la commune de Saint-Méloir des Ondes,

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal ELIT les délégués suivants pour siéger au conseil syndical du S.I.A.J.E :

Délégués titulaires

. Mme Marylène DUFAIX

. M.Sébastien PLIHON

. Mme Chantal PERRIGAULT

Délégués suppléants

. Mme Laurence MAZEAU

. Mme Patricia MENARD

. Mme Madeleine MALOIZEL

2014.043 – Election des délégués au Sivu SPANC du canton de Châteauneuf d'Ille et Vilaine (*service public d'assainissement non collectif*)

Monsieur le Maire invite l'assemblée à élire en son sein les délégués qui seront appelés à siéger au Comité Syndical du SIVU SPANC du canton de Châteauneuf d'Ille et Vilaine, lequel a en charge le service public d'assainissement non collectif et dont le siège est établi à la mairie de Saint-Guinoux.

Conformément aux statuts du SIVU SPANC qui prévoit la désignation de 1 délégué titulaire et de 1 délégué pour la commune de Saint-Méloir des Ondes,

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal ELIT les délégués suivants pour siéger au conseil syndical du Sivu SPANC du canton de Châteauneuf d'Ille et Vilaine :

Délégué titulaire

M. René LABBÉ

Délégué suppléant

M. Loïc LESNÉ

2014.044 – Election du délégué au GIT (*groupement d'intérêt touristique*) du Pays de la baie du Mont Saint-Michel

Monsieur le Maire invite l'assemblée à élire en son sein le délégué qui sera appelé à siéger au sein du GIT (groupement d'intérêt touristique) du Pays de la baie du Mont Saint-Michel

Conformément aux statuts du GIT qui prévoit la désignation de 1 délégué titulaire pour la commune de Saint-Méloir des Ondes,

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal ELIT le délégué suivant pour siéger au GIT (*groupement d'intérêt touristique*) du Pays de la baie du Mont Saint-Michel :

Délégué titulaire : M. Dominique DE LA PORTBARRÉ

2014.045 – Election des délégués du Syndicat Intercommunal des Eaux de Beaufort

Monsieur le Maire invite l'assemblée à élire en son sein les délégués qui seront appelés à siéger au sein du syndicat des Eaux de Beaufort.

Conformément aux statuts du Syndicat des Eaux de Beaufort qui prévoit la désignation de 2 délégués titulaires et 1 délégué suppléant pour la commune de Saint-Méloir des Ondes,

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal ELIT le délégué suivant pour siéger au Syndicat des Eaux de Beaufort :

Délégués titulaires : M. René LABBÉ
M. Rémy GIZARD

Délégué suppléant : M. Stéphane JENOUVRIER

2014.046 – Election du délégué au SYNDICAT DEPARTEMENTAL d'ENERGIE (*S.D.E. 35*)

Monsieur le Maire invite l'assemblée à élire en son sein le délégué communal du Syndicat Départemental d'Energie 35 (*collège électoral de Saint-Malo*).

Conformément aux statuts du comité syndical du SDE 35 qui prévoit la désignation de 1 délégué communal pour la commune de Saint-Méloir des Ondes,

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal ELIT le délégué suivant pour le Syndicat Départemental d'Energie 35 :

Délégué : M. René BERNARD

2014.047 - Modification statutaire du Syndicat Intercommunal des bassins côtiers de Dol de Bretagne pour la désignation d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant.

Monsieur le Maire expose que le Syndicat Intercommunal des Bassins Côtiers de la région de Dol de Bretagne (SBCDol) a été créé par l'Arrêté préfectoral du 17 décembre 2010 afin de porter la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE des Bassins Côtiers de la région de Dol-de-Bretagne.

L'article 5 de cet arrêté préfectoral stipule que « *le syndicat est administré par un comité comprenant un délégué titulaire élu par le Conseil Municipal de chaque commune adhérente* », et l'article 6 du titre 2 des statuts du SBCDol, relatif à la composition du Comité Syndical qui précise que « *chaque commune élit un délégué et chaque délégué dispose d'une voix délibérative* ».

Or, cette représentation par un unique délégué titulaire a posé des difficultés pour réunir le quorum lors des réunions du Comité Syndical.

Aussi, suite à la délibération 14-02-10 prise le 5 mars 2014, Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Côtiers de la région de Dol-de-Bretagne a fait savoir au Conseil Municipal la décision du Comité Syndical de modifier l'article 6 des statuts du SBCDol.

Cette modification statutaire permet à chaque commune membre de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant appelé à siéger au comité avec voix délibérative en cas d'empêchement du délégué titulaire.

Monsieur le Maire propose de délibérer tout d'abord sur cette modification statutaire du SBCDol, puis de procéder à la désignation du délégué titulaire et de son suppléant.

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **APPROUVE la modification statutaire du SBCDol** qui précise que « *chaque commune membre élit un délégué titulaire et un délégué suppléant appelé à siéger au comité avec voix délibérative en cas d'empêchement du délégué titulaire* »
- **ELIT** Monsieur René LABBE, délégué titulaire, et Monsieur Stéphane JENOUVRIER, délégué suppléant.

2014.048 - Syndicat Intercommunal des bassins côtiers de Dol de Bretagne - désignation du représentant communal candidat à être membre titulaire de la Commission Locale de l'Eau

Suite aux élections municipales, la composition de la Commission Locale de l'Eau du SAGE des Bassins Côtiers de la Région de Dol-de-Bretagne et notamment celle du collège des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, doit être redéfinie.

Un appel à candidature est lancé auprès des communes pour que chaque Conseil Municipal puisse désigner le représentant qui sera chargé de participer aux débats et de voter lors des étapes décisionnelles suivie par la Commission Locale de l'Eau. Le représentant communal de la CLE n'est pas impérativement le Maire mais peut être un adjoint ou un conseiller en charge des dossiers en rapport avec l'aménagement du territoire, l'environnement, et l'eau dans ses aspects qualitatifs et quantitatifs.

La candidature du représentant communal sera ensuite transmise à l'Association des Maires d'Ille-et-Vilaine qui statuera sur la composition du collège des collectivités territoriales et des établissements publics locaux et retiendra un nombre limité de représentants communaux titulaires dans la CLE.

Monsieur le Maire propose de procéder à la désignation du représentant communal au sein de la CLE du SAGE des Bassins Côtiers de la Région de Dol-de-Bretagne.

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

Le conseil municipal

- **DÉSIGNE** Monsieur René LABBE, représentant communal candidat pour siéger dans la Commission Locale de l'Eau du SAGE des Bassins Côtiers de la Région de Dol-de-Bretagne.

2014.049 – Délégations d'attributions du conseil municipal au Maire

Monsieur René BERNARD, Maire, indique au Conseil Municipal que le Maire peut, par délégation du Conseil Municipal, et pour la durée de son mandat, exercer un certain nombre d'attributions limitativement énumérées à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Les décisions prises dans le cadre de ces délégations sont signées personnellement par le Maire, à charge pour lui d'en rendre compte au conseil municipal, en application de l'article L 2122.23 du CGCT.

Il est proposé à l'assemblée de déléguer, pour la durée de son mandat, les attributions suivantes :

- 1 – Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;
- 2 – Prendre toute décision relative à la préparation, la passation, l'exécution, le règlement des marchés de fournitures, services, ou travaux dont le montant n'excède pas 5 000 € HT, dès lors que les crédits sont inscrits au budget ;
- 3 – Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- 4 – Passer les contrats d'assurance ainsi qu'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- 5 – Créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- 6 – Prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- 7 – Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- 8 – Fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- 9 – Intenter au nom de la commune les actions en justice ou défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas ci-dessous visés :
 - . En défense devant toutes les juridictions, y compris en appel et en cassation, à l'exception des cas où la Commune serait elle-même atraite devant une juridiction pénale,
 - . En demande devant toute juridiction de référé et devant toute juridiction de 5^e plein contentieux lorsque la commune encourt un risque de péremption d'instance ou de forclusion,
 - . Dans tous les cas où commune est appelée à se constituer partie civile devant les juridictions pénales ;
- 10 – De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 250 000 euros.

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- DELEGUE au Maire les attributions limitativement énumérées ci-dessus,
- DIT qu'en application de l'article L2122.23 Du code générale des collectivités territoriales, le Maire devra rendre compte à l'assemblée des décisions prises dans le cadre de ces attributions.

Finances

2014.050 - Indemnités de fonction du Maire et des Adjointes

Monsieur René BERNARD, Maire, rappelle qu'en vertu de l'article L2123.7 du Code Général des Collectivités territoriales (CGCT), « les fonctions de Maire et d'Adjoint sont gratuites », mais elles donnent lieu au versement d'indemnités de fonction, destinées en partie à compenser les frais que les élus engagent au service de leurs concitoyens. La population à prendre en compte pour le calcul des indemnités de fonction des maires et adjoints est celui de la population totale au 1^{er} janvier 2014.

- Considérant que la population de la commune se situe entre 3 500 et 9 999 habitants,
- Considérant la séance d'installation du conseil municipal en date du 30 mars 2014, au cours de laquelle le nombre des adjoints a été fixé à 6,
- Considérant le montant de l'indice brut 1015 de la fonction publique,

l'enveloppe globale mensuelle maximale autorisée pour le régime d'indemnités des élus est égale à :

2 090.81 € (55% de l'indice brut 1015) + 5 017.92 € (836.32 € (22% de l'indice brut 1015) x 6 adjoints),

soit un total de 7 108.73 €

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 20 Contre : 0 Abstentions : 7

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **DIT** que l'indemnité de fonction du Maire sera d'un montant égal à 55 % de l'indice brut mensuel 1015,
- **DIT** que l'indemnité de fonction de chaque adjoint sera d'un montant égal à 22 % de l'indice brut mensuel 1015,
- **AUTORISE** le Maire pour signer tous les documents relatifs à ces indemnités.

2014.051 – Mise sous pli de la propagande électorale – Rémunérations des vacations

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux finances, expose à l'assemblée que dans le cadre des élections municipales et communautaires du 23 mars 2014, la commune a recruté des demandeurs d'emploi pour effectuer l'envoi de la propagande des candidats aux électeurs. La commune percevra à titre de défraiement, une dotation de l'Etat à hauteur de 0,24 € par électeur inscrit.

A partir de ces éléments, il est proposé au conseil municipal de fixer la rémunération des quatre vacataires qui ont participé à la mise sous pli des documents électoraux.

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **FIXE** le forfait brut de rémunération des vacataires à 180 euros,
- **AUTORISE** le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier.

2014.052 – Marché complémentaire/ Aménagement du Bourg - Lot 3 « signalétique »/ Sté Signaux Girod

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux finances, rappelle que dans le cadre du marché d'aménagement du bourg, la société SIGNAUX GIROD est titulaire d'un marché initial de 54 430,56 euros HT qui correspond à la fourniture et à la pose de signalétique urbaine.

Afin d'obtenir un parfait achèvement de l'aménagement, il est nécessaire de commander des prestations complémentaires (*marquage de voirie, potelets....*) qui ne sont pas techniquement séparables du marché initial. Aussi, il est proposé à l'assemblée de conclure un marché complémentaire d'un montant de 11 512,35 € HT avec la société Signaux Girod.

Entendu l'exposé ci-dessus,

VU le devis établi par la société SIGNAUX GIROD,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **ACCEPTE** de contracter un marché complémentaire de 11 512,35 € HT auprès de la société SIGNAUX GIROD, titulaire du Lot 3 « signalétique » de l'aménagement du bourg,

- **AUTORISE** le Maire à signer l'ensemble des pièces relatives à ce marché complémentaire.

2014.053 – Débat d'orientation budgétaire

Monsieur René BERNARD, Maire, indique qu'en vertu de l'article L.2312-1 du code général des collectivités territoriales, dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu au conseil municipal sur les orientations générales du budget. Ce débat est une formalité substantielle à l'adoption du budget.

Le débat porte notamment sur les éléments suivants : analyse prospective, informations sur les principaux investissements projetés, sur le niveau et l'évolution de l'endettement, et sur l'évolution des taux de la fiscalité locale.

Monsieur le Maire déclare qu'il s'appuiera pour son exposé sur les données transmises à chaque conseiller, à savoir : les données et ratios financiers du rapport ADELCE et l'état des bases fiscales communiqué par la Direction des Finances.

- **Evolution des recettes de fonctionnement** : ces recettes ont évolué très favorablement au cours du mandat précédent. Le développement urbain de la commune a engendré un accroissement important des bases d'imposition. Ces bases, sur lesquelles s'appliquent les taux d'imposition fixés par la commune, varient à la fois par le volume mais également par le biais des revalorisations annuelles.

Pour l'avenir, il faudra par contre compter avec une baisse des dotations de l'Etat (- 20 000 € pour la Dotation Globale de fonctionnement en 2014)

- **Evolution des dépenses de fonctionnement** : la commune a veillé à contenir ses dépenses de fonctionnement, notamment ses dépenses de personnel, ce qui a permis de générer un investissement important avec un recours limité à l'emprunt et une fiscalité stable. Il est à noter que la ville apporte également une aide conséquente au monde associatif local par le biais de ses subventions.

Le budget 2014 :

- o **La fiscalité** : il sera proposé de maintenir en 2014 les trois taux d'imposition (*taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti, taxe sur le foncier non bâti*) à leur niveau actuel.
- o **En fonctionnement** : celui-ci sera sensiblement similaire à celui de l'année 2013, si ce n'est qu'il y aura lieu d'y intégrer les dépenses liées à l'application de la réforme des rythmes scolaires. Une somme suffisante sera conservée en « dépenses imprévues » afin de faire face à d'éventuels aléas en cours d'exécution.
- o **En investissement** : les programmes ouverts ou décidés sous le mandat précédent seront poursuivis, notamment la réfection de la toiture de la salle 2 du complexe sportif, le skate park, le bâtiment enfance jeunesse (*en attente du financement de la DETR*), le programme annuel de réfection de voirie.
Pour ce qui concerne les opérations nouvelles sur lesquelles le conseil municipal s'est engagé devant les Méloriens dans son projet de mandat, des crédits d'études seront inscrits dès 2014 : extension du complexe sportif, bibliothèque, aménagement des entrées de l'agglomération...
Par ailleurs, suite à la visite du Conseil Général et de l'ARS (*agence régionale de santé*) à l'EHPAD, la commune sera certainement dans l'obligation, en qualité de propriétaire, de prévoir des travaux de mise aux normes de l'établissement.

De façon générale, l'année 2014 sera une année budgétaire de transition dans la mesure où les commissions n'ont pas encore eu le temps de travailler sur leurs dossiers respectifs et donc d'émettre des propositions. Au fur et à mesure de l'aboutissement des études et des possibilités financières de la ville, les crédits de travaux seront inscrits. Pour ce qui est de l'évolution de la fiscalité locale sur l'ensemble du mandat, il est prématuré de s'engager sur ce sujet, tant il demeure encore de nombreuses inconnues dont l'intensité des baisses de dotations de l'Etat ou de nouveaux transferts de charges à direction des collectivités.

Le Conseil Municipal PREND ACTE des éléments et perspectives incluses dans le présent débat d'orientation budgétaire.

- **Etablissement du règlement intérieur** : Monsieur le Maire indique que l'assemblée devra adopter rapidement son règlement intérieur. Il fait savoir qu'il serait souhaitable que toutes les questions ou observations traitées précédemment sous la rubrique « questions diverses » et qui interviennent en fin de séance fassent plutôt l'objet d'une transmission par voie de mail au Maire ou à l'adjoint concerné.
Ainsi, dès lors qu'elles concernent des sujets techniques, elles pourront recevoir un traitement rapide au niveau des services.
Monsieur le Maire précise que seules les questions figurant à l'ordre du jour seront consignées dans le registre du Conseil Municipal.
- Monsieur LESAGE, conseiller municipal, souhaite que les élus membres de la commission « voirie » puissent être destinataires du programme de travaux et d'un état régulier de l'avancement des chantiers, ceci pour leur propre information mais également pour celle des administrés qui viendraient à les interroger.
- Madame MAZEAU, conseillère municipale, demande s'il est possible qu'à terme, les élus disposent d'un espace ou site où seraient mis à disposition des éléments d'information sur les travaux des différentes commissions municipales.
- Monsieur le Maire indique que tous ces sujets qui relèvent du fonctionnement des commissions seront abordés dans le règlement intérieur à établir.
- Monsieur le Maire ajoute qu'une visite des bâtiments et équipements de la commune sera prochainement programmée à direction de l'ensemble des conseillers municipaux.

*La séance est levée à 23 h 15
Saint-Méloir des Ondes, le 07 Avril 2014*